En grève le 5 décembre dans la Fonction publique ! Mais ensuite ? L'urgence d'un plan de bataille pour l'ensemble du monde du travail

cgt
cgt
cgt

le début d'une série de mobilisations importantes auxquelles le gouvernement devra faire face : les 9 et 10 décembre, les agriculteurs sont appelés par la FNSEA à de nouvelles actions. Les mêmes 9 et 10 décembre, c'est la CGT des Ports et Docks qui appelle à une grève sur l'ensemble des ports français, suite à l'échec des négociations annuelles sur les salaires, les risques liés à l'amiante et les dispositifs de départ anticipés dans le secteur. Malgré les temporisations de Jean-Pierre Farandou, PDG de la SNCF, l'intersyndicale de la SNCF maintient pour l'instant un appel à une « grève illimitée » à partir du 11 décembre contre le découpage de Fret SNCF en deux sociétés. Le 12 décembre, la CGT appelle à une « convergence nationale » des mobilisations contre la vague de plans de licenciement qui s'annonce dans l'industrie.

Le 5 décembre de la Fonction publique ne doit donc pas rester sans lendemain : il faut que les directions syndicales appellent à la convergence des luttes par la reconduction de la grève à partir du 11 décembre

En amont du 5 décembre, FO fonction publique a eu le mérite de mettre en avant la nécessité de rompre avec la tactique des journées d'action dispersées qui ne peut que mener à la défaite. FO fonction publique a proposé 3 jours de grève consécutifs en lien avec la mobilisation des cheminots, avec le mot d'ordre « trois jours de grève pour trois jours de carence ». Cela a été refusé par les autres organisations syndicales qui appellent à une journée d'action le 5 décembre. FO fonction publique a quitté l'intersyndicale et appelle à la grève les 11, 12, et 13 décembre en même temps que le début de la grève reconductible à la SNCF. Il faut arrêter de diviser les forces ! Il aurait fallu que les directions syndicales appellent dans l'unité à la grève, à la fois dans la Fonction publique et chez les cheminots, avec la perspective immédiate de reconduire, et en convergence également avec les agriculteurs-rices. On sait par expérience que c'est la seule solution pour gagner, alors que les journées d'actions sans perspective condamnent à la défaite. Dans la situation, nous prenons acte de l'appel à la grève du 5 décembre et nous appelons à y participer massivement ; mais nous exigeons en même temps des directions syndicales qu'elles appellent aussi à la grève à partir du 11 décembre, à sa reconduction avec les cheminots. FO fonction publique a fini par proposer de rallier l'intersyndicale dans le cas où l'intersyndicale appelle également au 10, ce que cette dernière a refusé. La FSU défend de son côté l'idée que l'intersyndicale se retrouve le 5 au soir pour discuter des suites « sous les formes les plus adaptées » à compter du 10. En définitive, mis à part les initiatives départementales ici ou là, aucune perspective de convergence ne sera donnée d'ici le 5 décembre par les directions syndicales de la Fonction publique, ce qui alimente le scepticisme qui fait souvent obstacle à la massification des grèves.

Il faut rompre avec cette stratégie attentiste et faire converger l'ensemble des secteurs appelés à se mobiliser au mois de décembre. Ne laissons pas Les directions syndicales ne doivent pas laisser le couperet de Noël tomber sans avoir tout fait pour

gagner. Il faut leur imposer qu'elles mobilisent leurs appareils pour organiser une riposte d'ensemble du monde du travail, que chaque secteur frappe ensemble au même moment, en se saisissant des appels existants aux 11 et 12 décembre. Nous appelons tou-te-s les syndicalistes à exercer une pression maximale sur les directions et à convoquer des Assemblées générales sur les lieux de travail. Dans le contexte de crise politique que nous connaissons, les travailleur/se-s suivraient massivement un appel à se mobiliser tous ensemble pour inverser enfin le rapport de forces.

Rémi Grumel, le 3 décembre 2024